

# débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 176 15 novembre 2007

Contact-abonnement-désabonnement : [debatmilitant@lcr-debatmilitant.org](mailto:debatmilitant@lcr-debatmilitant.org) | Site : [www.lcr-debatmilitant.org](http://www.lcr-debatmilitant.org)

**Comité de coordination** : Charles Boulay, Jean François Cabral,  
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

## Rassembler les forces du monde du travail contre le patronat et son larbin Sarkozy...

**L**e 14, en se mobilisant à nouveau massivement, les salariés menacés par la réforme des régimes spéciaux de retraite ont montré qu'ils n'entendaient pas baisser les bras. La grève a été massive à la SNCF, à la RATP, à EDF et GDF ainsi qu'à l'Opéra de Paris. De nombreuses manifestations ont rassemblé des milliers de grévistes, auxquels se sont joints des cortèges d'étudiants en lutte contre la loi Pécresse et des délégations syndicales d'autres entreprises, publiques comme privées.

Mais la journée a aussi été marquée par l'attitude de la direction de la CGT, en la personne de Thibault, qui, au mépris de la volonté des grévistes, et à la veille même de la grève, a rencontré le ministre Xavier Bertrand pour lui proposer « une ouverture ». La CGT accepterait de négocier la réforme entreprise par entreprise, au lieu de le faire globalement, mais à condition que les réunions soient « tripartites ». Les autres confédérations syndicales se sont alignées sur la CGT, à l'exception de Sud Rail qui appelle à continuer la grève et à refuser la réforme. La CFDT, quant à elle, appelle d'ores et déjà à reprendre le travail.

Sarkozy et Xavier Bertrand ont accepté la proposition de la CGT. Mais si nombre de salariés peuvent percevoir cette attitude comme un premier recul, il n'en est pas moins clair que c'est ce que gouvernement et direction des entreprises attendaient : quitter le terrain d'un affrontement global, diviser le mouvement d'ensemble pour le ramener à une négociation entreprise par entreprise.

Proposer ce type de « négociation » revient à dire que l'on veut désarmer le mouvement, que l'on accepte d'avance le passage à 40 annuités, et que l'on se contentera de négocier quelques « contreparties », selon la formule de Chérèque. Quant à l'exigence que les discussions soient « tripartites », c'est une foutaise qui ne trompe personne. Qui pourrait en effet croire que la présence d'un représentant du gouvernement aux côtés des syndicats et des directions serait d'une aide quelconque pour les salariés, alors que c'est le gouvernement lui-même qui est à l'origine de la réforme ?

Ce qui est perçu par bien des militants et des grévistes comme un lâchage de la direction de la CGT intervient au moment même où la confrontation sociale prend clairement l'allure d'un bras de fer entre le gouvernement et le patronat d'un côté, et de l'autre une contestation sociale qui monte de toute part.

Mal-logés manifestant dimanche dernier à Paris, sans-papiers et comités de soutien s'opposant aux expulsions orchestrées par Hortefeux, étudiants qui construisent la mobilisation contre la réforme Pécresse, marins pêcheurs protestant contre l'augmentation du prix des carburants, magistrats s'opposant aux réformes et aux méthodes de Dati, officiers de police refusant une baisse programmée de leurs revenus, mouvement contre les franchises... la liste est longue des mécontentements qui s'expriment dans la rue.

C'est pourquoi, malgré l'attitude des directions syndicales, l'idée d'une convergence des luttes fait son chemin, les conditions se réunissent pour changer le rapport des forces. Les AG de grévistes de la SNCF et de la RATP ont voté la poursuite de la grève pour le lendemain jeudi, obligeant les directions syndicales à annoncer que la grève continue. Et rien ne dit que le mouvement ne va pas se poursuivre, à l'initiative des militants du rang et des grévistes, et réaliser sa jonction avec la journée d'action des fonctionnaires du 20.

## Cynisme et arrogance des patrons et du gouvernement renforcent la colère

L'attitude du gouvernement, qui affiche son refus de toute négociation qui remettrait en cause le fond même des réformes en cours, loin de décourager, renforce la détermination.

Sa prétention à justifier les attaques sociales par la recherche d'une soi-disant équité, au nom d'un intérêt général dans lequel se retrouveraient côte à côte patrons et salariés, est tous les jours un peu plus contestée par la réalité des faits.

C'est le patron d'EADS qui, moins d'un mois après les révélations sur la spéculation à grande échelle et pratiquée en bande organisée par les hauts cadres et les grands actionnaires du groupe, annonce une aggravation du plan de licenciements Power8. Et cela alors que les commandes d'Airbus pleuvent.

C'est aussi la découverte des caisses noires du Medef. Celles de l'UIMM, destinées à « fluidifier les relations sociales », et celles de certains « Medef territoriaux » (les « Unions locales » du Medef) constituées en détournant de l'argent destiné à la médecine du travail.

Des entreprises ferment ou licencient sous prétexte de manque de rentabilité, alors que les groupes auxquels elles appartiennent accumulent des profits insolents. Ces profits alimentent la spéculation, nourrissant des crises au cours desquelles des centaines de milliards de dollars partent en fumée en quelques heures.

La spéculation sur le pétrole procure des profits extraordinaires aux groupes pétroliers, tandis que le prix des carburants s'envole, pesant de plus en plus lourd sur les budgets des salariés et de la population. La ministre de l'économie, Lagarde, n'a pas eu d'autre idée que de nous conseiller de « *faire du vélo* », avant d'inviter les pétroliers à une discussion au ministère, au cours de laquelle ils auraient promis de « *lisser* » les répercussions à la pompe de l'évolution du prix du baril. Autrement dit, les prix du carburant vont continuer de monter, mais sans à-coups...

Le cynisme de Lagarde et de sa consœur Boutin qui traite de « *meute* » les manifestants pour le droit au logement, rejoignent celui de leur maître Sarkozy qui, après avoir affiché ses relations avec ses amis patrons milliardaires, vient, sous prétexte de transparence, de se faire voter par les députés une augmentation de 172 % !

Mais la prétention de Sarkozy à la « *vérité* », à la « *transparence* », se retourne contre lui. La « *dynamique Sarkozy* », le « *choc de confiance* » qui devait emporter toutes les résistances a fait long feu.

La pression du mécontentement s'exerce. Il croit y faire face en courant encore plus vite, multipliant les interventions qui mettent en difficulté les ministres en charge des dossiers, exacerbant les contradictions au sein du gouvernement.

La contestation sociale se renforce des difficultés politiques du gouvernement et, en retour, contribue à l'affaiblir.

## Un « bras de fer », révélateur des oppositions de classe

La presse présente la situation sociale actuelle comme un bras de fer entre les syndicats et le gouvernement, qui se jouerait en particulier autour de la réforme des régimes spéciaux. C'est un point de vue réducteur, et même faux. Le bras de fer se joue sur un tout autre terrain, à travers la multitude de conflits sociaux, de mobilisations, qui se développent contre les offensives multiples du gouvernement et du patronat. Elles partent de la base, à l'initiative de militants du rang, et les directions syndicales les subissent bien plus qu'elles n'en sont les initiatrices.

Ce patchwork de mobilisations particulières est la réponse à une attaque cohérente d'un patronat organisé, qui affiche ses richesses, son mépris social et ses prétentions à imposer sa loi, et dont les représentants, Sarkozy en tête, sont en place au sommet de l'Etat.

La situation sociale actuelle met en évidence de plus en plus clairement que les conflits autour d'intérêts particuliers ne sont que des éléments d'une opposition bien plus globale, une opposition d'intérêts inconciliables, entre deux classes sociales.

Le bras de fer met aux prises le patronat et ses larbins avec un monde du travail encore dispersé, atomisé, mais qui, à travers les luttes qu'il est contraint de mener pour faire face à des conditions de vie de plus en plus insupportables, prend conscience de l'unicité de ses intérêts, de sa force collective, de la puissance que pourrait représenter un véritable « *tous ensemble* ».

Tout comme il prend conscience que dans ce jeu, il ne peut décidément pas compter sur les directions des grandes confédérations syndicales, prises entre la pression de la base qui les pousse à organiser un minimum de ripostes, et leur renoncement à toute politique indépendante vis-à-vis du patronat et de l'Etat.

## Regrouper nos forces...

Il est urgent de mettre un coup d'arrêt à l'offensive menée par Sarkozy pour le compte du patronat, à le contraindre à reculer sur ses réformes. Gagner dans certains des conflits en cours sera la meilleure façon de conforter chacune des mobilisations dans leur légitimité et leur détermination. Cela n'en rend que plus important le fait de gagner sur les régimes spéciaux, de contraindre le gouvernement à revenir sur sa décision d'aligner la durée de cotisations sur celle de la fonction publique.

Mais surtout, pour mettre un terme aux reculs et reprendre l'offensive, il faut que se créent les conditions de la convergence, que se développent les réseaux militants et les discussions autour de revendications communes capables de fédérer nos forces, de donner des objectifs communs à nos luttes, en toute indépendance des règles du jeu pipées que voudraient nous imposer patrons et gouvernement.

***Eric Lemel***



Si **débat***militant* te plaît, n'hésite pas à le diffuser  
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,  
propose leur de s'abonner...